

HStud 25 (2011)1, 143–152
DOI: 10.1556/HStud.25.2011.1.12

CLEMENCEAU ET LE *MAGYAR SZÓ*¹

HENRI DE MONTETY

Chargé de recherche, Université Eötvös Loránd
Budapest, Hongrie

Au cours de l'année 1905, le quotidien protestant hongrois *Magyar Szó* parvint à interviewer Clemenceau et quelques hommes politiques français qui s'intéressaient à la crise hongroise. Certaines interviews, dont celle de Clemenceau, furent réimprimées après que ce dernier eut obtenu une charge ministérielle dans le gouvernement Sarrien (en mars 1906). Mais les hommes d'Etat ne pouvaient s'exprimer de la même manière que des hommes de l'opposition, d'où un conflit – aggravé par la désinformation de la presse viennoise – qui orienta peut-être l'opinion de Clemenceau sur les Hongrois et la Hongrie.

Mots-clefs : Clemenceau, Autriche-Hongrie, *Magyar Szó*, presse, désinformation

Je vais traiter ici d'un incident survenu en 1906 entre Georges Clemenceau et la direction d'un journal hongrois. Cet événement isolé contribua sans doute, en s'ajoutant à d'autres qui sont plus connus, à la formation de l'opinion de l'homme d'Etat français sur la Hongrie dans les années cruciales qui précédèrent la Première guerre mondiale et Trianon.

Le *Magyar Szó*, le contexte historique

Si Clemenceau n'est plus à présenter, le *Magyar Szó* exige sans doute quelques explications, d'autant plus qu'il en exista plusieurs. Celui dont je vais parler était un quotidien protestant publié entre 1900 et 1914. D'après un lecteur perspicace et enthousiaste, ce périodique était le défenseur de « l'esprit de la Réforme et de la voie radicale et hongroise ». ² Farouchement opposé à la camarilla de Vienne et aux manigances des nationalités, il s'opposait également aux grands pontes du protestantisme hongrois, comme István Tisza qu'il accusait de jésuitisme ³ (*sic*) et auquel il reprochait le cumul des charges politiques et religieuses. ⁴ C'était, en quelque sorte, le porte-parole des petits pasteurs calvinistes, qui exigeait à la fois

la démocratisation du Convent⁵ et le maintien des traditions (en particulier la défense de l'autonomie transylvaine au sein de l'Eglise réformée).⁶ Finalement, le *Magyar Szó* était une étrange combinaison d'emphase – on se glorifiait que Dezső Szilágyi fût mort avec le *Magyar Szó* sur sa table!⁷ – et d'austérité ; le journal fut naturellement en pointe dans le combat contre l'exposition de crucifix à l'université.⁸

Début janvier 1905, au moment même où étaient annoncées la dissolution du Parlement et la prochaine tenue d'élections, pensant peut-être que ce serait un moyen de retrouver les faveurs des patriotes peu après son coup de force du 13 décembre (on avait fait entrer les troupes dans le Parlement, l'opposition enragée par cet acte avait réduit le mobilier en petit-bois), István Tisza proposa l'application de la loi XX de 1848 en faveur des protestants (l'égalité des cultes). Dans une sorte de répétition générale à front renversée (précédant la controverse lancée en juillet par le ministre Kristóffy contre la Coalition), le camp clérical eut l'idée de neutraliser le protestantisme en exigeant, dès lors, d'étendre l'application de cette loi XX aux religions des nationalités⁹ (essentiellement le catholicisme et sa variante gréco-catholique ainsi que l'orthodoxie). Dans cette querelle, le *Magyar Szó* n'hésita pas un instant à faire volte-face et se rallia à son ennemi de toujours, au comte Tisza, en reprochant à la Coalition de sacrifier le protestantisme au supposé patriotisme politique.¹⁰ Intéressante position, selon laquelle la réalité hongroise se trouve plus dans l'essence religieuse que dans d'éphémères conceptions politiques.

En cette même année 1905, en France, à des centaines de kilomètres à l'Ouest, le débat faisait aussi rage. C'était l'année de la séparation de l'Eglise et de l'État, discutée à la Chambre en juin et promulguée en décembre. Dès le mois de février, le *Magyar Szó* annonçait avec allégresse le temps où les prêtres (français) cesseraient enfin d'être des fonctionnaires.¹¹ C'est une tension classique, en Hongrie, que celle qui oppose les objectifs à long terme à la tactique de court terme : à partir du mois de mars, en effet, le quotidien allait désormais porter chaque jour, bien visiblement sur sa première page, la proclamation suivante :

L'application de la loi XX de 1848. Nous demandons à Ferenc Kossuth, fils de Lajos Kossuth, et au président du Convent de l'Eglise réformée, Dezső Bánffy, d'inscrire l'application immédiate et entière de la loi XX de 1848 dans le programme de la coalition dont ils ont la charge.¹²

Autrement dit : que les pasteurs, au même titre que les prêtres (hongrois), deviennent enfin ... des fonctionnaires. D'ailleurs, dans un article publié en août, le journal admettait presque ouvertement la nature contradictoire de sa position.¹³ En fait, semble-t-il, au-delà des objectifs et des tactiques, il n'était véritablement question ni de l'avenir proche, ni du futur lointain, mais seulement de s'assurer

que le chemin fût bel et bien calviniste. Et l'on devait se garder d'aider le calvinisme hongrois en venant au secours du parti de la liberté ; au contraire, c'était en aidant le calvinisme hongrois que l'on sauverait le parti de la liberté. Quant à la politique française, le *Magyar Szó* en proposait une vision claire et nette : « le gouvernement français et la chambre des représentants ne sont guidés par aucune inspiration antireligieuse, car le cléricalisme et la religiosité ne sont pas seulement différents, mais opposées. »¹⁴

« *Le divorce austro-hongrois* » (dixit G. Clemenceau)

Georges Clemenceau était justement l'un des politiciens français les plus chaudement partisans de la Séparation. D'ailleurs, quoi qu'en pensât le *Magyar Szó*, plusieurs de ces politiciens revendiquaient fièrement la qualité d'« anticlérical ». Et voici qu'entre le mois d'octobre 1905 et le mois de mars 1906, le *Magyar Szó* entreprit d'éclairer l'opinion publique hongroise en ne publiant pas moins de onze interviews dans une série intitulée « Des hommes d'Etats français s'expriment sur la crise hongroise ». ¹⁵

Tout commença avec un éditorial de Clemenceau publié le 29 septembre 1905, en tête de son propre journal, *l'Aurore*, intitulé « le divorce austro-hongrois ». Dans cet article, il évoquait tour à tour le « coup de génie » de Fejérváry (l'idée du suffrage universel) et la « maladresse de François-Joseph » (qui aurait refusé de recevoir une délégation hongroise).¹⁶ Un François-Joseph pourtant « jusque-là si populaire dans le royaume de Saint Etienne » – observons que le royaume de Saint Etienne n'était pas une essence inconnue de l'homme politique français. Sur la question du suffrage et du régime politique, plus précisément, Clemenceau témoignait sans surprise de ses opinions rationnelles, démocratiques et progressistes en soulignant « l'absurdité d'un système qui prétend imposer un même organe de gouvernement à deux pays distincts, [où] un intérêt purement autrichien (ou plutôt d'une classe d'Autrichiens) [devait] décider de la solution d'une question exclusivement hongroise. » Néanmoins, sa fraternité avec les Hongrois était modérée par le mauvais traitement que ces derniers accordaient, selon lui, aux nationalités. « J'aurais plus de respect pour les sentiments d'indépendance à la manifestation desquels se plaît le peuple magyar, s'il donnait l'exemple de respecter à son tour ces mêmes sentiments dans les groupes ethniques qui lui sont accolés. Loin de là, nous savons sous quelle règle cruellement impitoyable il tient les Roumains de Transylvanie, les Croates de Dalmatie, alors qu'il est lui-même en minorité dans son royaume. » Dans sa conclusion, Clemenceau témoignait tout de même d'une étonnante prévenance envers les Hongrois : selon lui, en effet, en cas d'introduction du suffrage universel en Hongrie, les revendications « de justice générale », tant à l'égard des nationalités que du peuple opprimé l'emporteraient sur des

considérations exclusivement nationales, « aussi longtemps que la nationalité hongroise elle-même ne [serait] pas menacée. » (Par qui menacée ? Par le cléricisme ? Par l'absorption Habsbourg ?)

Le lendemain de l'article (le samedi 30 septembre), le correspondant du *Magyar Szó* à Paris, Bodog Vályi, se rendit chez Clemenceau pour l'interviewer. Le résultat de leur entretien fut publié dans le quotidien hongrois daté du 2 octobre. Tout d'abord, le journaliste soulignait chez son interlocuteur une certaine empathie pour la cause hongroise et une grande proximité avec les positions tenues par le *Magyar Szó*. « Je sympathise avec le sort des Hongrois – lui aurait dit Clemenceau – et je suis convaincu que le suffrage universel sera en mesure de garantir la tranquillité dans leur pays. »¹⁷ Toutefois, le journaliste hongrois s'empressait de préciser qu'il avait signalé au politicien français la nature erronée ou dépassée de ses informations sur la démographie hongroise ; les Hongrois n'étaient plus minoritaires en leur pays puisque leur proportion s'élevait désormais à 60%.¹⁸ Les deux hommes avaient soigneusement évité de revenir sur le « traitement » accordé aux nationalités (qu'elles fussent majoritaires ou minoritaires). Suivait un échange cocasse où Clemenceau demandait que la Hongrie publiât à l'étranger des données démographiques mises à jour. Et comme Bodog Vályi lui répondait qu'elles étaient disponibles, mais en allemand, il répliquait qu'en France, on ne lisait pas les statistiques en allemand... Enfin, Clemenceau réitérait que l'opinion française se défiait de la Coalition, car elle lui semblait gagnée par le cléricisme. Mais on évitait, bien sûr, de parler d' « anticléricalisme ».

« Francia kormányférfiak a Magyar válságról »

Le terme d'hommes d'État (*kormányférfiak*) n'était pas un effet d'annonce exagéré, puisque l'on comptait dans la série des personnalités aussi fameuses qu'Aristide Briand, Alexandre Millerand ou Jean Jaurès, deux anciens ministres (Camille Pelletan et Ernest Vallé), un futur président du conseil (Ferdinand Sarrien), un sénateur (Maxime Lecomte). Tous étaient des hommes de gauche, d'ailleurs, auxquels s'ajoutait encore un ancien communard, le député socialiste Edouard Vaillant. De leurs interviews, échelonnées jusqu'au mois de mars 1906, on retiendra quelques impressions. En particulier, celle d'une assez grande complicité entre Bodog Vályi et ses interlocuteurs, qui permettait, d'une part, de faire dire aux Français ce que les lecteurs du *Magyar Szó* voulaient lire. Quand, par exemple, Jaurès prônait l'alliance tactique avec Fejérváry, car « peu importe les hommes, seules les idées comptent ».¹⁹ D'autre part, le quotidien hongrois pouvait imprimer, en retour, des commentaires dithyrambiques sur la France dont l'opinion (à travers les commentaires de ces hommes d'État)

ne procédaient pas d'intérêts partisans, mais reflétaient les principes de la véritable démocratie, de ces principes qui avaient placé la France à la tête de l'humanité pour ce qui concernait le progrès politique et social.²⁰

Millerand, quant à lui, établissait une distinction entre l'avancement de la Hongrie sur le plan politique et son arriération sur le plan social (tension que l'introduction du suffrage universel devait, selon lui, contribuer à soulager).²¹ Trois politiciens français s'exprimèrent explicitement sur la question de l'indépendance hongroise. Ernest Vallé ne considérait pas l'existence de l'Autriche-Hongrie comme nécessaire :

une Hongrie séparée pourrait s'insérer sans difficulté au sein des rapports de force internationaux du monde actuel. Reste que cette Hongrie indépendante devrait impérativement avoir toutes les qualités d'un Etat moderne.²²

Mais rien n'était moins garanti... Maxime Lecomte regrettait justement que les éléments conservateurs de la coalition eussent imposé à cette dernière une route réactionnaire (c'était aussi l'avis du *Magyar Szó*). Mais, à cette réserve près, il accueillait volontiers une Hongrie indépendante :

L'existence de la monarchie austro-hongroise est d'autant moins favorable à la France que l'un de ses deux Etats, j'entends l'Autriche, pour des raisons ethniques penche naturellement vers la puissance allemande [...] De ce point de vue, un Etat hongrois indépendant, qui déciderait lui-même de sa politique extérieure, serait agréable à la France.²³

Quelques jours plus tard, Camille Pelletan renchérisait sur ce point en dénonçant le soutien allemand à la dynastie Habsbourg contre les Hongrois. « C'est de ce point de vue surtout que la situation hongroise nous intéresse, nous autres Français »²⁴ précisait-il. Nous voyons ici les principaux points de départ d'un éventuel soutien des Français à la Hongrie : d'une part, la modernisation sociale et spirituelle qui viendrait apporter un contrepoids dans la région à la « réaction autrichienne » ; d'autre part, un allié contre l'expansion germanique vers le sud-est de l'Europe à travers l'Autriche. On sait que ce « flirt diplomatique » franco-hongrois connut quelques beaux mois après l'accession de la Coalition au pouvoir, mais fit long feu.²⁵ D'ailleurs, Clemenceau n'en fut pas un acteur principal. Pourtant, début 1906, voici ce que le *Magyar Szó* écrivait sur lui : « Clemenceau György (*sic*) appartient à ces hommes d'Etat français qui s'intéressent vivement aux événements hongrois. » (notons : « Clemenceau György », comme on écrivait aussi alors, à la hongroise, « Verne Gyula » !). Dans ce même article du mois de

février (un mois avant la prise de pouvoir effective de la Coalition), Clemenceau affirmait d'ailleurs trouver la politique de cette dernière incohérente. Et il se posait en particulier la question : veut-elle ou ne veut-elle pas en finir avec l'Autriche ?²⁶

L'ignorance des Français sur la Hongrie ?

Dès le lendemain de la première guerre mondiale, on propagea la légende de l'ignorance des Français impliqués dans le traité de paix de Trianon (par exemple : Henri Pozzi, *Les Coupables*, 1934). Bien sûr, certaines finesses comme le tracé de l'Ipoly n'étaient peut-être pas connues dans le détail, mais, d'une manière générale, on peut estimer que les politiciens français du début du XX^e siècle étaient assez bien informés sur l'histoire et sur la situation hongroises ou d'Europe centrale (on ne pourrait sans doute pas en dire autant à l'heure actuelle). À propos de Clemenceau, en particulier, ses deux biographes ont souligné ses relations étroites avec la famille Széps (son frère, Paul, était marié avec une demoiselle Széps), ses rencontres avec l'archiduc Rodolphe, etc.²⁷ D'ailleurs, en Hongrie même, le mythe de son ignorance des choses d'Europe centrale a été discuté.²⁸ Ajoutons simplement – pour le goût du pittoresque – que dans le numéro de *L'Aurore* où était paru l'article de Clemenceau sur le « divorce austro-hongrois » (le 29 septembre 1905), une dépêche sur la Hongrie avait été insérée en troisième page où l'on rectifiait une rumeur concernant la carrière politique du comte Jean Zichy, que l'on avait prétendument confondu avec celle de son frère, le comte Jules Zichy...²⁹ Pour le lectorat français, on pouvait difficilement plus entrer dans les détails de la politique intérieure hongroise.

Le malentendu

Mais la connaissance n'empêche pas l'occurrence de malentendus. Ici, je veillerai à être précis et exhaustif, car il s'agit finalement du propos de mon étude, dont le point de départ provient d'un article et de son chapeau. Le jeudi 15 mars 1906, le *Magyar Szó* décida de republier les interviews de trois politiciens français. Pourquoi le 15 mars et pourquoi ces trois politiciens ? Parce que la veille, ils venaient tous les trois d'entrer dans le nouveau gouvernement français dirigé par Ferdinand Sarrien.

Notre correspondant à Paris a eu dernièrement l'occasion de rencontrer plusieurs politiciens français pour une discussion sur la crise hongroise. Parmi ces politiciens se trouvaient M. Sarrien, M. Cle-

menceau et M. Briand, qui s'exprimèrent avec obligeance et amabilité sur la situation politique en Hongrie. Entre temps, les susmentionnés sont entrés au gouvernement et nous sommes donc en mesure de communiquer les propos du Premier ministre, M. Sarrien, du ministre de l'Intérieur, M. Clemenceau, et du ministre de l'Instruction, M. Briand. [...] Nous pouvons en outre affirmer avec satisfaction que ces orateurs dont la renommée n'est plus à faire au Parlement français, ces hommes passionnés de liberté ont exprimé, à propos de la crise hongroise, des critiques sévères à l'encontre de la Coalition. Leur principal grief tenait au fait que ceux qui avaient véritablement servi les intérêts de la nation n'étaient pas la coalition de gauche, mais le Roi et son gouvernement, car c'étaient bien le roi et son gouvernement qui avaient proposé des droits au peuple et la Coalition qui avait tout mis en œuvre pour mettre en échec ce projet. Et notre satisfaction est d'autant plus grande qu'indiscutablement, les trois ministres se sont exprimés indépendamment de tout intérêt français immédiat puisque les intérêts de la France auraient plutôt dû les faire pencher vers la Coalition, vers cette Coalition qui, en intriguant contre la Triple, sert les intérêts français plutôt que la politique officielle hongroise.

Hélas, ce que le *Magyar Szó* semblait ne pas prévoir (ou feignaient de ne pas prévoir), c'est qu'aussitôt parvenus au pouvoir, les trois politiciens français – en l'occurrence Clemenceau – se sentirent tout d'un coup plus concernés par les intérêts réels de leur pays et un peu moins sensibles aux grands principes (l'intérêt, c'était bien de se rapprocher de la Coalition plutôt que de la critiquer – j'ai déjà dit ce qu'il était advenu du « flirt » franco-hongrois, mais rien ne prouve qu'il ne fût pas momentanément pris au sérieux par les deux parties).³⁰

C'est ainsi que le 21 mars, l'*Aurore* publiait un démenti cinglant :

Le *Magyar Szó* publie une prétendue interview de M. Clemenceau sur la crise hongroise. Nous sommes en mesure d'affirmer que M. le ministre de l'Intérieur n'a pas accordé d'interview au *Magyar Szó* et n'a reçu aucun rédacteur de ce journal.

Autant le *Magyar Szó* avait pu enfreindre les règles de la bienséance en republiant des articles sans prévenir leurs auteurs, autant la réponse de l'*Aurore* était-elle d'une précision cruelle (en effet, Clemenceau n'avait pas donné son interview *en tant* que ministre de l'Intérieur). Pour le *Magyar Szó*, le grand honneur d'être mentionné en première page du quotidien français était compensé par une pénible accusation... La rédaction du journal hongrois réagit le 23 mars en précisant les faits avec une "candeur" touchante :

Le démenti de l'*Aurore* ne concerne pas la réalité de cette interview, mais seulement sa coloration officielle. Notre collaborateur souligne

donc que la reproduction du démenti est donc mensongère, tant dans la presse viennoise que dans les journaux hongrois. (...) Il est en effet clair que le ministre de l'Intérieur français ne dément pas avoir donné une interview à notre journal, mais seulement qu'il eût donné cette interview en tant que ministre de l'Intérieur. Mais cela, nous ne l'avons jamais prétendu. Le malentendu provient donc du fait qu'un typographe et la presse étrangère ont mal reproduit notre communiqué, en oubliant d'insérer le chapeau qui précisait que l'article était la reproduction d'une article donné antérieurement. C'est cette erreur qui a incité le ministre de l'Intérieur, M. Clemenceau, à publier une rectification.³¹

Pendant ce temps, le quotidien catholique *Alkotmány* affirmait avec une joie maligne : encore une fois, le *Magyar Szó* fait des affirmations mensongères...

Le lendemain encore, dans une lettre datée du 21 mars, le correspondant à Paris du *Magyar Szó* donnait les précisions suivantes :

Dans son numéro daté de ce jour, l'*Aurore* publie un démenti relatif à l'interview de M. Clemenceau. Ce démenti a pour origine une allusion de la *Neue Freie Presse*³² à la reproduction de l'interview publiée au *Magyar Szó* du 14 mars [erreur, c'est le 15 mars], comme s'il avait été effectué avec le ministre de l'Intérieur depuis sa prise de fonction, et cela sans préciser que le *Magyar Szó* a dûment souligné dans un chapeau qu'il s'agissait d'une reproduction. Il était naturel de démentir l'interview si elle était présentée de cette manière (comme étant celle du ministre de l'Intérieur). Mais cela ne change en rien la réalité de l'interview donnée par M. Clemenceau, ni celle des interviews données par les autres hommes d'Etat français, qui ont bien eu lieu en leur temps.³³

Bodog Vályi avait raison, comme nous pouvons nous en rendre compte en lisant l'ensemble des extraits qui précèdent. Mais il est des cabales que la seule vérité ne peut renverser. De plus, il est permis de se demander si le *Magyar Szó* n'avait pas voulu, dès le départ, introduire une certaine équivoque, même si la lecture attentive du chapeau ajouté à la réédition des articles ne laisse pas de doute. Bien sûr, plus encore, on pourra se demander quelles étaient les intentions du journal autrichien libéral qui omit de transcrire ce chapeau... Quoi qu'il en soit, le mal était fait. Et la rédaction du *Magyar Szó* renchérisait, avec une amertume rageuse, à la dernière retouche de Bodog Vályi :

Nous ne pouvons qu'entériner la dernière déclaration de notre correspondant en qui nous conservons notre entière confiance, et nous confirmons que chaque mot de l'interview publiée est véridique, de sorte que le démenti de *l'Aurore* est exclusivement fondé sur un malentendu provoqué par le communiqué trompeur de la *N. Fr. Pr.* qui n'a pas reproduit le chapeau de notre article précisant les circons-

tances des interviews (à savoir que ces dernières avaient été données avant la prise de fonction des ministres) et avait, au contraire, présenté les interviews comme si elles avaient été données en tant que ministres. D'autre part, nous avons saisi l'*Aurore* afin qu'elle rétablisse à son tour la vérité des faits, à défaut de quoi nous devons l'assigner en justice.³⁴

Bien entendu, l'*Aurore* ne publia aucune rectification à cet effet. En tout cas, je n'en ai pas retrouvé la trace dans le journal, ni celle d'un éventuel procès intenté par le *Magyar Szó*... Mais la confiance réciproque fut sans aucun doute considérablement affaiblie. Le quotidien hongrois cessa, « bien entendu », de publier des interviews d'hommes d'État français. Notons tout de même que la France décida, fin 1906, d'établir une agence de presse Havas à Budapest, afin d'éviter aux informations sur la Hongrie le passage par le filtre de Vienne³⁵ (la mésaventure de l'*Aurore* n'y était peut-être pas pour rien).

En définitive, pour Clemenceau, cet incident qui marqua justement les premiers jours de son entrée au gouvernement après des années d'éloignement suite à l'affaire de Panama,³⁶ fut peut-être une raison (sans doute partiellement injustifiée) de se méfier des Hongrois, et pas seulement de ses adversaires naturels comme les Tisza ou les Apponyi, mais de Hongrois qui sur le plan social et idéologique étaient particulièrement proches de lui.

Notes

¹ Ce projet de recherche a été soutenu par l'Union européenne et cofinancé par le Fond social européen (accord de subvention no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

² *Magyar Szó*, 1^{er} septembre 1901.

³ *MSz*, 17 mai 1901.

⁴ *MSz*, 14 mars 1901.

⁵ *MSz*, 23 avril 1901. Le Convent était l'instance suprême de délibération des Églises réformées de Hongrie.

⁶ *MSz*, 21 avril 1901.

⁷ *MSz*, 1^{er} août 1901.

⁸ *MSz*, 27 avril 1901.

⁹ La Coalition fut formée à l'occasion des élections de janvier 1905 et rassemblait autour de Gyula Andrássy des indépendantistes (Ferenc Kossuth) et des catholiques (Albert Apponyi). Elle réclamait en particulier l'égalité accordée aux Hongrois sur certains points de l'organisation militaire de l'empire (langue de commandement – couleur de la dragonne, disait-on aussi...). Nommé contre cette Coalition, le gouvernement extra-parlementaire de Géza Fejérváry, par la voie de son ministre de l'Intérieur, Kristóffy, menaçait d'introduire le suffrage universel, ce qui ne manqua pas de provoquer de grands remous dans la classe politique hongroise qui craignaient alors, encore plus que celui des masses populaires, le vote des nationalités.

¹⁰ *MSz*, 5 janvier 1905.

¹¹ *MSz*, 16 février 1905.

- ¹² « Az 1848 XX. végrehajtása. Kérjük Kossuth Lajos fiát, Kossuth Ferenczet és a református konvent elnökét, báró Bánffy Dezsőt, hogy az 1848. XX. t.-cz. sürgös és teljes végrehajtását végyék fel a vezetésük alatt álló koalíció programjában. »
- ¹³ *MSz*, 19 août 1905.
- ¹⁴ *MSz*, 19 avril 1905.
- ¹⁵ « Francia kormányférfiak a Magyar válságról ».
- ¹⁶ En réalité, l'Empereur avait reçu la coalition un court instant le 23 septembre (l'« audience de cinq minutes »). Je remercie Géza Jeszenszky d'avoir attiré mon attention sur cette erreur de Clemenceau.
- ¹⁷ *MSz*, 2 octobre 1905.
- ¹⁸ Ce chiffre semble exagéré. Dans le recensement de 1910, en excluant la Croatie autonome, les Hongrois représentaient 54,5% de la population du royaume (en tenant compte de la Croatie, ils étaient un peu moins de la moitié).
- ¹⁹ *MSz*, 29 novembre 1905.
- ²⁰ Extrait de l'introduction à l'interview d'Ernest Vallé, *MSz*, 26 janvier 1906.
- ²¹ *MSz*, 10 novembre 1905.
- ²² *MSz*, 26 janvier 1906.
- ²³ *MSz*, 2 février 1906.
- ²⁴ *MSz*, 28 février 1906.
- ²⁵ Nicolas Bauquet, « Egy ártatlan diplomáciai flört : Franciaország és a koalíció, 1905–1909 » [Un flirt diplomatique inoffensif : la France et la coalition, 1905–1909], *Valóság*, 2000/8, c. pp. 89–90.
- ²⁶ *MSz*, 22 février 1906.
- ²⁷ Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, 1988, pp. 809-811, Michel Winock, *Clemenceau*, Perrin, 2007, p. 394.
- ²⁸ Voir, par exemple, Dankovics, László – Pataki, Gábor Zsolt, « Clemenceau és Magyarország », *Külgügyi Szemle*, 6. évf. 1–2. sz. 2000, pp. 160–181; Litván, György, « Hozzászólások a „Clemenceau és Magyarország” című íráshoz », *Külgügyi Szemle*, 6. évf. 3–4. sz. 2000, pp. 236–239 ; Ablonczy Balázs, « Ki a parkból », *Heti Válasz*, 5. évf. 22. sz. 2005. június 2.
- ²⁹ *L'Aurore*, 20 septembre 1905.
- ³⁰ Nicolas Bauquet, *art. cit.*
- ³¹ *MSz*, 23 mars 1906.
- ³² Quotidien de la bourgeoisie libérale austro-hongroise puis autrichienne (publié entre 1864 et 1938).
- ³³ *MSz*, 24 mars 1906.
- ³⁴ *Loc. cit.*
- ³⁵ Nicolas Bauquet, *art. cit.*, p. 90.
- ³⁶ Affaire de Panama : en 1888, connaissant de graves ennuis financiers, la compagnie du Panama lança un type d'emprunt qui exigeait le vote d'une loi. Le suffrage de certains parlementaires fut obtenu par la corruption. Ce qui n'empêcha pas, d'ailleurs, la faillite de l'entreprise, la ruine de nombreux épargnants et finalement le transfert du canal aux Etats-Unis. Le scandale fut rendu public en 1892. Clemenceau fut blanchi des accusations de corruption, mais subit tout de même un revers électoral en 1893, à la suite duquel il se consacra, pendant plusieurs années, entièrement à ses activités littéraires et journalistiques.